

Habitants et élus disent non à la fermeture de la trésorerie

L'appel des syndicats à manifester a été en partie suivi.

De nombreux maires, adjoints, conseillers départementaux ... Près de 200 personnes se sont rassemblées pour défendre à l'unisson le service public en Moyenne Durance et affirmer leur volonté de combattre pour l'heure la fermeture de la Trésorerie de Volonne. Situation qui dure depuis 2014 et qui réapparaît après une année électorale ! "Aujourd'hui c'est la trésorerie et demain ce sera la poste. Que vont devenir nos territoires ruraux !" s'insurgent quelques habitants du secteur.

La Trésorerie existe depuis Napoléon. Ici à Volonne elle traite une prise en charge de ser-

"Aujourd'hui c'est la trésorerie, demain ce sera la Poste"

vices très importante administrant une population de près de 25000 habitants selon les syndicats. André Samani, secrétaire CGT Finances04, se désole de l'argumentation de Joaquin Cester, directeur des Finances Publiques 04

"Notre fréquentation ne baisse pas ! À la suite de la restructuration des communautés de communes (NOTRe) la Direction générale a décidé qu'il n'y aurait qu'une trésorerie par communauté alignant des excuses parfois très rédhitoires, voire même irrespectueuses envers une certaine tranche de population. Au total ce sont 6 fermetures que va connaître le département..."

Certes des solutions alternatives ont été évoquées, des tournées et peut-être une Maison



Environ deux cents personnes étaient venues défendre ce service de proximité dont la fermeture est programmée pour la fin de l'année.

/PHOTO M.-C.E.

de Service sur St-Auban dans les années à venir. "Nous avons besoin de service de proximité et

de qualité car les contribuables ne sont pas tous connectés à Internet, d'autres n'ont pas de véhi-

cule, faire 15 kms voir plus est problématique, et un manque d'interlocuteur, c'est l'abandon des usagers", souligne René Villard, représentant l'Union locale CGT.

Sandrine Cosserat, maire de Volonne, évoque une "situation douloureuse. Nous demandons des entretiens à la DGFIP pour soutenir les services à la population." Patrick Martellini, maire de Château-Arnoux appelait à continuer le combat "je vais demander un rendez-vous avec le préfet avant le 15 juillet pour établir un dialogue et surtout pour garder ce service."

Parmi la foule beaucoup pensent que "c'est plié" et que la seule solution serait d'aller plus haut et d'en appeler au gouvernement.

M.-C.E.



Patrick Martellini, maire de Château-Arnoux et Sandrine Cosserat appelaient à continuer le combat.